



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Deuxième session ordinaire  
Rome, 26-29 novembre 2018

---

Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour  
Date: 15 octobre 2018 WFP/EB.2/2018/8-D/2/2  
Original: anglais Questions opérationnelles – Projets approuvés  
par correspondance  
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Révision de l'intervention prolongée de secours et de redressement Éthiopie 200712 et augmentation budgétaire correspondante

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
<b>Durée du projet</b>	<b>36 mois (juillet 2015- juin 2018)</b>	<b>Prolongation de 6 mois (juillet- décembre 2018)</b>	<b>42 mois (juillet 2015- décembre 2018)</b>
Nombre de bénéficiaires	14 363 227	7 269 960	14 480 392
<i>(en dollars É.-U.)</i>			
<b>Coût total</b>	<b>1 354 263 236</b>	<b>226 218 680</b>	<b>1 580 481 916</b>
Transferts	1 131 076 180	189 440 930	1 320 517 110
Mise en œuvre	23 952 603	4 868 099	28 820 702
Coûts d'appui directs ajustés	111 350 984	18 102 877	129 453 861
Total partiel	1 266 379 767	212 411 906	1 478 791 673
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	87 883 469	13 806 774	101 690 243

Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes\* 2A

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

---

### Coordonnateurs responsables:

Mme E. Joergensen  
Directrice régionale  
Afrique de l'Est et Afrique centrale  
courriel: erika.joergensen@wfp.org

M. S. Wanmali  
Directeur de pays p.i.  
courriel: samir.wanmali@wfp.org

## Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance la révision proposée de l'intervention prolongée de secours et de redressement Éthiopie 200712, "Réponse aux crises humanitaires et réorientation des groupes de population en situation d'insécurité alimentaire vers des stratégies plus résilientes", qui vise notamment à en reporter de six mois la date de clôture, du mois de juillet au 31 décembre 2018, ainsi que l'augmentation budgétaire correspondante de 226 218 680 dollars É.-U.

29 juin 2018

## Justification

1. La présente révision de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Éthiopie 200712, "Réponse aux crises humanitaires et réorientation des groupes de population en situation d'insécurité alimentaire vers des stratégies plus résilientes", va permettre de renforcer les opérations de secours menées au titre de l'intervention en 2018 compte tenu de la persistance de la sécheresse et de prolonger les activités jusqu'à la fin du mois de décembre 2018 afin de laisser suffisamment de temps pour parachever l'examen stratégique national Faim zéro et élaborer un plan stratégique de pays dont la mise en œuvre devrait démarrer en janvier 2019.
2. L'IPSR 200712 contribue aux programmes gouvernementaux qui répondent aux besoins alimentaires d'urgence de la population et combattent l'insécurité alimentaire et la malnutrition transitoires et structurelles, avec les objectifs suivants:
  - fournir aux ménages une assistance alimentaire de courte durée dans les périodes de crise aiguë;
  - s'attaquer à la malnutrition aiguë modérée des enfants de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes;
  - appuyer le programme de protection sociale fondé sur des activités productives actuel du Gouvernement et venir en aide aux bénéficiaires de "secours chroniques" sur le long terme réorientés vers un nouveau programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP 4);
  - mettre en œuvre des activités destinées à prévenir la malnutrition aiguë modérée, la malnutrition chronique et le retard de croissance des enfants de 6 à 23 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes;
  - mettre en œuvre des programmes d'assurance des récoltes et du bétail par le biais du dispositif d'assurance pour la création d'actifs en vue de renforcer la résilience des communautés et des ménages ruraux face aux chocs liés au changement climatique; et
  - renforcer les capacités de gestion des chaînes d'approvisionnement du Gouvernement et du secteur privé afin de renforcer la préparation aux situations d'urgence futures et de mieux pouvoir y répondre.

## Modifications

3. L'Éthiopie demeure confrontée à une grave sécheresse, qui se prolonge dans la moitié du pays, en particulier dans la partie sud et les zones orientales. Selon les prévisions, le sud et le sud-est du pays devraient enregistrer des précipitations inférieures à la normale pendant la saison *belg*, avec un risque accru d'épisodes de sécheresse et une mauvaise répartition des précipitations. Par conséquent, les récoltes de la saison *belg*, qui correspond à la

principale campagne agricole dans ces régions, seront inférieures à la normale et les ressources hydriques et les pâturages destinés au bétail se raréfieront.

4. D'après le plan de l'Éthiopie en faveur de l'action humanitaire et de la résilience face aux catastrophes de 2018<sup>1</sup>, 7,9 millions de personnes – dont 49 pour cent d'hommes et de garçons et 51 pour cent de femmes et de filles – de dix régions nécessiteront une assistance alimentaire d'urgence en 2018<sup>2</sup>, en particulier dans les régions du sud et du sud-est du pays, où les moyens d'existence des ménages ont été sérieusement mis à mal par les épisodes de sécheresse précédents.
5. Depuis le dernier trimestre de 2017, la situation humanitaire en Éthiopie s'est vue aggravée par une recrudescence du conflit dans les zones frontalières des régions Somali et Oromia. Ce conflit a provoqué le déplacement à l'intérieur du pays de centaines de milliers de personnes, dont un grand nombre se trouvent dans des régions où les besoins humanitaires liés à la sécheresse sont déjà importants. La Commission nationale de gestion des risques de catastrophe et la matrice de suivi des déplacements de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) indiquent qu'entre 857 000 et 1,1 million de personnes ont été déplacées, la majorité d'entre elles étant des femmes et des enfants. Ces chiffres sont mis à jour tous les mois.
6. La situation nutritionnelle en Éthiopie risque fort de se détériorer en 2018. Selon le "classement des secteurs critiques" de janvier 2018, on dénombre 229 *woredas* en situation critique de première priorité, dont 83 se trouvent dans la région Somali. Il est prévu dans le plan en faveur de l'action humanitaire et de la résilience face aux catastrophes de 2018 qu'environ 3,4 millions au total d'enfants de 6 à 59 mois, de filles et de femmes enceintes et allaitantes vont avoir besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë modérée, et que 350 000 enfants auront besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë sévère. Dans 99 *woredas* de la seule région Somali, environ 90 000 enfants de 6 à 59 mois auront besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë sévère et 441 000 enfants de 6 à 59 mois et 332 000 filles et femmes enceintes et allaitantes auront besoin d'être traitées contre la malnutrition aiguë modérée. En outre, le conflit frontalier entre les régions Oromia et Somali aggrave les risques de malnutrition et d'insécurité alimentaire. Une augmentation des admissions dans les services de traitement contre la malnutrition aiguë sévère et la malnutrition aiguë modérée a déjà été constatée à la fin 2017 dans certains des *woredas* qui accueillent de grands nombres de personnes déplacées à l'intérieur des régions Somali et Oromia.
7. Selon toute probabilité, en 2018, les dispositifs éthiopiens d'approvisionnement des programmes d'aide publique à grande échelle seront soumis à une pression accrue.

### **Finalité de la révision de l'IPSR et de l'augmentation budgétaire correspondante**

8. Conformément au plan en faveur de l'action humanitaire et de la résilience face aux catastrophes de 2018, le PAM portera le nombre prévu de bénéficiaires de l'opération de secours menée au titre de l'intervention des 1,2 million actuels<sup>3</sup> à 1,8 million, augmentation ne concernant que la région Somali. Il prévoit également de fournir une assistance alimentaire à 300 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit Somali-Oromia, ce qui portera le nombre de bénéficiaires à 2,1 millions de personnes. La Commission nationale de gestion des risques de catastrophe et le programme conjoint

---

<sup>1</sup> <https://reliefweb.int/report/ethiopia/ethiopia-2018-humanitarian-and-disaster-resilience-plan>.

<sup>2</sup> Régions Afar, Amhara, Benishangul Gumuz, Dire Dawa, Gambela, Harari, Oromia, Région des nations, nationalités et peuples du Sud et régions Somali et Tigré.

<sup>3</sup> La quatrième révision de l'IPSR 200712 a porté le nombre de bénéficiaires des secours de 628 000 à 1,2 million entre janvier et juin 2018. La présente révision de l'IPSR va plus loin, en passant de 1,2 à 1,8 million entre janvier et juin 2018 et en prolongeant l'assistance fournie à 1,8 million de personnes de juillet à décembre 2018.

d'opérations d'urgence, qui est administré par des organisations non gouvernementales, continueront de couvrir le reste du pays, conformément au plan en faveur de l'action humanitaire et de la résilience face aux catastrophes de 2018. Il est envisagé que les interventions de secours basculeront progressivement d'une assistance non assortie de conditions à une assistance conditionnelle dès qu'il aura été estimé que les capacités des ménages concernés leur permettent de subvenir, en partie au moins, à leurs besoins alimentaires ou en fonction de la participation des ménages à la création d'actifs communautaires. Les femmes seront encouragées à participer aux comités communautaires de secours et à jouer un rôle central dans le ciblage des bénéficiaires et les activités d'assistance alimentaire.

9. Le Gouvernement éthiopien – représenté par la Commission nationale de gestion des risques de catastrophe – le PAM et le programme conjoint d'opérations d'urgence sont les trois principaux partenaires qui apportent une assistance alimentaire, contribuant à la réalisation des trois grands objectifs humanitaires (ou piliers): prévention et atténuation des crises; préparation aux situations d'urgence et interventions en cas de crise; et relèvement et consolidation des systèmes nationaux.
10. Le Gouvernement s'attend à ne disposer que de ressources limitées pour venir en aide aux bénéficiaires des programmes de protection sociale fondés sur des activités productives dans les régions Somali et Afar. Le PAM va donc accroître le nombre de bénéficiaires de ses activités, qui passera de 600 000 à 2,54 millions en 2018. Les modalités de transfert comprendront des distributions de vivres et des transferts de type monétaire là où les marchés locaux seront opérationnels.
11. Le bureau de pays a élaboré un plan d'action sur quatre ans pour l'égalité hommes-femmes et s'est engagé à le mettre en œuvre afin d'aider le personnel à appliquer la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et à s'acquitter des engagements pris par le PAM en matière de renforcement de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Le PAM procédera à une analyse ventilée par sexe et par âge durant le troisième trimestre de 2018, en consultant d'autres acteurs; les conclusions et les recommandations de cette analyse seront intégrées aux analyses plus larges de l'ensemble du contexte humanitaire en Éthiopie et de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays afin d'apporter un meilleur éclairage sur les besoins, les rôles, les vulnérabilités, l'accès aux ressources, les stratégies d'adaptation et les capacités spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Les données quantitatives et qualitatives existantes seront traitées, analysées et regroupées de manière à aider les responsables des programmes à prendre les décisions en toute connaissance de cause.
12. En 2018, le bureau de pays commencera à tester l'utilisation de son dispositif de réclamation et de remontée de l'information sur des projets et des sites déterminés. Une procédure opératoire standard a été élaborée pour ce dispositif en décembre 2017 afin d'appuyer les opérations du PAM en Éthiopie et lui permettre de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard des populations concernées. Le dispositif pilote de réclamation et de remontée de l'information comporte une permanence téléphonique, des agents et des volontaires chargés de la sensibilisation des communautés, un service d'assistance technique et une base de données. La prise en compte des inégalités liées au sexe et à l'âge a été prévue lors de sa conception. Le système servira à évaluer et à ajuster le ciblage, et permettra de s'assurer que les systèmes de distribution et autres du PAM sont adaptés à la culture et respectent l'égalité d'accès et de participation à l'assistance. Il aidera également le bureau de pays à prendre ses décisions et à donner suite aux doléances formulées par les femmes, les filles, les hommes et les garçons.

**Personnes déplacées à l'intérieur du pays affectées par les conflits**

13. Selon le dernier rapport de la matrice de suivi des déplacements publié par l'OIM, environ 461 000 personnes ont été déplacées par le conflit dans la région Somali, soit une augmentation de 21 pour cent depuis le rapport précédent. Ces personnes vont devoir faire face à des déficits de nourriture résultant de leur accès limité aux marchés, aux terres agricoles, aux activités génératrices de revenus et aux produits alimentaires. La plupart des personnes déplacées vivent dans des conditions précaires et seront complètement dépendantes de l'aide humanitaire, tout au moins pendant tout le premier semestre de 2018. Le PAM continuera d'assurer des distributions générales de vivres – 500 grammes de céréales, 50 grammes de légumes secs et 15 grammes d'huile végétale par personne et par jour – pour les personnes déplacées dans la région Somali, et un appui nutritionnel de 100 grammes de SuperCereal Plus par personne et par jour pour les enfants de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes de la région Oromia. Cet appui alimentaire et nutritionnel d'urgence devrait se poursuivre jusqu'à ce que les bénéficiaires retournent volontairement dans leur lieu d'origine ou soient réinstallés dans d'autres zones, que ce soit dans les régions d'intervention du PAM ou dans d'autres régions. La Commission nationale de gestion des risques de catastrophe continuera à fournir des rations alimentaires générales et une assistance de type monétaire aux personnes déplacées de la région Oromia.
14. Le PAM prévoit de fournir une assistance alimentaire généralisée à environ 300 000 personnes déplacées à l'intérieur de la région Somali pendant toute l'année 2018, car certains ménages auraient perdu tous leurs biens, leurs réserves de vivres et leur bétail. Des transferts de type monétaire seront envisagés là où les marchés locaux sont opérationnels.

**Prévention de la malnutrition aiguë et chronique**

15. Le Gouvernement de la région Somali, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Unité nationale de coordination des secours d'urgence en matière de nutrition et d'autres partenaires intervenant dans le domaine la nutrition ont demandé au PAM d'élargir ou de redonner un caractère prioritaire au programme de supplémentation alimentaire généralisée dans les *woredas* classés au nombre des secteurs critiques de première priorité afin d'atténuer la malnutrition alarmante de la région, où de nombreux cas de malnutrition aiguë sévère ont été recensés à Dollo, Shebelle, Jarar, Afder, Korahey et Shabelle.
16. Le PAM prévoit de venir en aide à 253 000 enfants de 6 à 59 mois et à 123 000 filles et femmes enceintes et allaitantes de 45 *woredas* considérés comme des secteurs critiques de première priorité de la région Somali en leur fournissant du SuperCereal Plus de janvier à mars 2018. Le programme de supplémentation alimentaire généralisée est un excellent moyen de diffusion de messages clés concernant le lavage de mains, l'allaitement exclusif, la préparation et l'entreposage du SuperCereal Plus et les pratiques de soins maternels et infantiles, y compris les comportements favorisant la santé, et pour le suivi de la circonférence du périmètre brachial des enfants de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, en étroite collaboration avec l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Ministère fédéral de la santé. Cette activité sera complétée par d'autres interventions assurées par le biais de collectifs humanitaires – à l'appui de la santé, de la sécurité alimentaire, de la protection et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène – et visant à s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition.
17. Le PAM prévoit aussi de fournir une assistance à 11 000 ménages – soit au total à environ 47 300 personnes – au moyen de transferts de type monétaire afin de réduire la malnutrition chronique en ciblant les enfants de 6 à 23 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes. La portée et les activités du programme demeureront les mêmes que celles prévues au titre de la précédente révision de l'IPSR. Les activités prévues

comprennent, sans s'y limiter, une éducation nutritionnelle sur les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, les régimes alimentaires sains et la santé génésique, ainsi que des campagnes en faveur des changements sociaux et comportementaux.

### **Programme d'alimentation supplémentaire ciblée**

18. Le PAM couvrira les besoins de 2,2 des 3,4 millions<sup>4</sup> d'enfants, de filles et de femmes enceintes et allaitantes des *woredas* des secteurs critiques prioritaires<sup>5</sup>.
19. Le traitement contre la malnutrition aiguë modérée appuyé par le PAM est mis en œuvre par le biais de divers canaux et partenaires, le principal étant la Commission nationale de gestion des risques de catastrophe et son Bureau de prévention et de préparation aux catastrophes. Le PAM travaille actuellement avec le Ministère fédéral de la santé, la Commission nationale de gestion des risques de catastrophe, l'UNICEF et d'autres partenaires pour que la malnutrition aiguë soit prise en charge par le système général de santé. Par prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, on entend le fait de fournir régulièrement des services traitant aussi bien la malnutrition aiguë modérée que la malnutrition aiguë sévère dans le cadre du système de santé. Une fois pris en charge dans les mêmes établissements de santé que le programme thérapeutique ambulatoire, le programme de supplémentation alimentaire ciblée permettra d'effectuer un dépistage périodique des problèmes nutritionnels, avec admission au traitement contre la malnutrition le cas échéant, la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés et des visites mensuelles de suivi afin d'évaluer les progrès réalisés. En outre, une mobilisation communautaire, des messages en faveur des changements sociaux et comportementaux et la promotion de pratiques alimentaires optimales pour les nourrissons et les jeunes enfants constitueront des composantes essentielles du programme de prise en charge intégrée de la malnutrition que le PAM prévoit de mettre en œuvre dans 140 *woredas* en 2018.

### **Filières d'approvisionnement**

20. Les problèmes d'approvisionnement qu'ont rencontré le Gouvernement éthiopien, le PAM et d'autres acteurs pour assurer la fourniture de vivres et les transferts de type monétaire en 2017 ont révélé de manière très claire qu'il était nécessaire de continuer à renforcer les capacités des chaînes d'approvisionnement et des systèmes logistiques nationaux. La révision de l'IPSR prévoit la poursuite des activités de renforcement des capacités afin de favoriser la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement nationale efficace qui soit à même de faire face aux futures situations d'urgence de grande ampleur.

---

<sup>4</sup> En Éthiopie, le nombre de cas de malnutrition aiguë sévère et malnutrition aiguë modérée est calculé sur la base d'évaluations saisonnières de la sécurité alimentaire et nutritionnelle menées deux fois par an en utilisant des données secondaires. Le classement des secteurs critiques prioritaires s'appuie lui aussi sur les conclusions de ces évaluations. Il n'est pas effectué d'enquêtes nutritionnelles utilisant par exemple la méthodologie de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition (SMART).

<sup>5</sup> Les personnes déplacées à l'intérieur du pays ne sont pas incluses dans ce chiffre, qui correspond aux bénéficiaires des programmes de supplémentation alimentaire ciblée habituels. En outre, le PAM fournira une assistance nutritionnelle à 554 769 enfants, filles et femmes enceintes et allaitantes déplacés à l'intérieur du pays qui suivent un traitement contre la malnutrition aiguë modérée, à 375 000 bénéficiaires de la supplémentation alimentaire généralisée et à 47 300 bénéficiaires du programme de bons d'achat d'aliments frais.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ										
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Actuel (juillet 2015-juin 2018)			Augmentation			Après révision (juillet 2015-décembre 2018)		
		Garçons et hommes	Filles et femmes	Total	Garçons et hommes	Filles et femmes	Total	Garçons et hommes	Filles et femmes	Total
Programme de protection sociale fondé sur des activités productives	En situation d'insécurité alimentaire chronique	1 295 826	1 250 184	<b>2 546 010</b>	1 295 826	1 250 184	<b>2 546 010</b>	1 295 826	1 250 184	<b>2 546 010</b>
Produits alimentaires		1 071 291	1 032 548	<b>2 103 839</b>	1 071 291	1 032 548	<b>2 103 839</b>	1 071 291	1 032 548	<b>2 103 839</b>
Transferts de type monétaire		224 535	217 636	<b>442 171</b>	224 535	217 636	<b>442 171</b>	224 535	217 636	<b>442 171</b>
Secours*	En situation d'insécurité alimentaire aiguë	4 456 149	4 374 951	<b>8 831 100</b>	1 066 902	1 033 098	<b>2 100 000</b>	4 456 149	4 374 951	<b>8 831 100</b>
Produits alimentaires		3 825 411	3 755 689	<b>7 581 100</b>	717 975	694 313	<b>1 412 288</b>	3 825 411	3 755 689	<b>7 581 100</b>
Transferts de type monétaire		630 738	619 262	<b>1 250 000</b>	348 927	338 785	<b>687 712</b>	630 738	619 262	<b>1 250 000</b>
Assistance nutritionnelle	En situation d'insécurité nutritionnelle	1 305 105	2 380 575	<b>3 685 680</b>	1 187 177	1 990 771	<b>3 177 948</b>	1 349 379	2 490 466	<b>3 839 845</b>
Traitement de la malnutrition aiguë modérée – supplémentation alimentaire ciblée		985 897	1 614 707	<b>2 600 604</b>	1 030 171	1 724 598	<b>2 754 769</b>	1 030 171	1 724 598	<b>2 754 769</b>

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ										
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Actuel (juillet 2015-juin 2018)			Augmentation			Après révision (juillet 2015-décembre 2018)		
		Garçons et hommes	Filles et femmes	Total	Garçons et hommes	Filles et femmes	Total	Garçons et hommes	Filles et femmes	Total
Prévention de la malnutrition aiguë modérée – supplémentation alimentaire généralisée		250 000	495 000	<b>745 000</b>	139 075	236 804	<b>375 879</b>	250 000	495 000	<b>745 000</b>
Prévention de la malnutrition chronique (retard de croissance) – transferts de type monétaire		69 208	270 868	<b>340 076</b>	17 932	29 368	<b>47 300</b>	69 208	270 868	<b>340 076</b>
Changement climatique										
Assurance pour la création d'actifs/solutions climatiques		92 500	92 500	<b>185 000</b>	92 500	92 500	<b>185 000</b>	92 500	92 500	<b>185 000</b>
<b>Total (avec chevauchements)</b>		<b>7 149 580</b>	<b>8 098 210</b>	<b>15 247 790</b>	<b>3 642 405</b>	<b>4 366 553</b>	<b>8 008 958</b>	<b>7 193 854</b>	<b>8 208 101</b>	<b>15 401 955</b>
<b>Total (hors chevauchements)**</b>		<b>6 836 355</b>	<b>7 526 872</b>	<b>14 363 227</b>	<b>3 383 458</b>	<b>3 886 502</b>	<b>7 269 960</b>	<b>6 870 003</b>	<b>7 610 389</b>	<b>14 480 392</b>

\* Ces chiffres comprennent 300 000 personnes déplacées à l'intérieur de la région Somali qui bénéficient des opérations de secours et 150 000 enfants de 6 à 59 mois, filles et femmes enceintes et allaitantes couverts par la supplémentation alimentaire ciblée.

\*\* Ces chiffres sont obtenus en déduisant les 24 pour cent de bénéficiaires d'une assistance nutritionnelle qui bénéficient également des opérations de secours ou du programme de protection sociale fondé sur des activités productives.



<b>TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES ET VALEURS DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR JOUR ET PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)</b>					
	Secours – personnes déplacées à l'intérieur du pays affectées par des conflits	Supplémentation alimentaire ciblée – enfants de moins de 5 ans	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives		Prévention du retard de croissance – bons d'achat de vivres frais
			Actuel	Après révision	
Céréales	500				
Légumes secs	50				
Huile	15				
Supplémentation alimentaire prête à l'emploi		100			
Transferts de type monétaire ( <i>dollars/personne/jour</i> )			0,33	0,6	0,82 avec viande ou 0,38 sans viande
<b>Total kcal/jour</b>	<b>2 113</b>	<b>535</b>			
% de kcal d'origine protéique	10	10,5			
% de kcal d'origine lipidique	14,3	59			
Nombre de jours d'alimentation par an	360	90	360	360	360

## Coût

<b>TABLEAU 3: BESOINS EN VIVRES ET EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR ACTIVITÉ</b>				
Activité	Transferts de type monétaire ( <i>en dollars</i> )	Produits alimentaires ( <i>en tonnes</i> )		
		Actuel	Augmentation	Total après révision
Secours	6 316 797	1 185 340	154 444	1 339 784
Programme de protection sociale fondé sur des activités productives	8 621 113	345 014	61 553	406 567
Nutrition – supplémentation alimentaire ciblée	853 644	102 476	38 573	141 048
Supplémentation alimentaire généralisée		13 496	4 511	18 007
Assurance climat	80 000	-	-	
<b>Total</b>	<b>15 871 554</b>	<b>1 646 326</b>	<b>259 080</b>	<b>1 905 406</b>

## **Évaluation des risques et planification de la préparation**

21. L'Éthiopie va sans doute continuer à être le théâtre de manifestations d'opposants au Gouvernement et de flambées de violence intercommunautaire. Le prolongement de la sécheresse va probablement exacerber le conflit à mesure que les ressources se feront plus rares.
22. Le bureau de pays va étudier la possibilité de recourir à un programme de renforcement des capacités de préparation à l'intervention immédiate et à l'intervention en cas de crise et aux fonds nécessaires afin d'actualiser régulièrement ses actions de préparation minimales, de renforcer ses capacités de préparation aux situations d'urgence et d'accroître l'appui fourni aux autorités régionales et locales dans des domaines comme la gestion des chaînes d'approvisionnement d'urgence, l'évaluation des besoins humanitaires et les systèmes communautaires d'alerte rapide.

## ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
<b>Produits alimentaires</b>	-	-	
Céréales	199 489	39 675 447	
Légumes secs	11 300	6 144 416	
Huiles et matières grasses	5 208	4 520 568	
Aliments composés et mélangés	43 083	48 671 900	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>259 080</b>	<b>99 012 332</b>	
Transport extérieur		20 438 247	
Transport terrestre, entreposage et manutention		42 874 226	
Autres coûts opérationnels directs – produits alimentaires		4 296 712	
<b>Produits alimentaires et coûts connexes<sup>1</sup></b>			<b>166 621 517</b>
Transferts de type monétaire		15 871 554	
Coûts connexes		571 387	
<b>Transferts de type monétaire et coûts connexes</b>			<b>16 442 941</b>
<b>Développement et augmentation des capacités</b>			<b>11 244 571</b>
Coûts opérationnels directs			194 309 029
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) <sup>2</sup>			18 102 877
<b>Total des coûts directs du projet</b>			<b>212 411 906</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent) <sup>3</sup>			13 806 774
<b>Coût total pour le PAM</b>			<b>226 218 680</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée de l'intervention.

**ANNEXE I-B**

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs	5 934 604
Agents des services généraux	4 963 175
Prime de risque et indemnités locales	75 289
<b>Total partiel</b>	<b>10 973 068</b>
<b>Dépenses de fonctionnement et autres</b>	
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>1 250 000</b>
<b>Sécurité</b>	<b>805 955</b>
<b>Voyages et transport</b>	<b>3 049 600</b>
<b>Études préalables, évaluations et suivi<sup>1</sup></b>	<b>505 000</b>
<b>Total des coûts d'appui direct</b>	<b>18 102 877</b>

---

<sup>1</sup> Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OIM	Organisation internationale pour les migrations
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance